

Décembre 2016

# Après le référendum, quels défis pour la paix en Colombie ?

**Le 2 octobre dernier, le référendum pour la paix, qui cherchait l'appui des colombiens pour l'application des Accords de Paix entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC-EP), s'est soldé par un rejet, plongeant le processus dans l'incertitude. Après plus d'un demi-siècle de conflit armé, le pays préférerait-il la poursuite de la guerre à la paix ?**

Le chemin de transition de la guerre à la paix n'est jamais un chemin simple. Alors que la plupart des sondages annonçaient la victoire du « oui », le « non » l'a en effet emporté avec 50,2% des voix. Il est important de clarifier que de nombreux citoyens ayant voté contre l'accord ne l'ont pas fait dans une logique de continuation de la guerre. Au contraire, la majorité des colombiens coïncident dans leur désir de paix, comme le montrent les vives manifestations qui ont eu lieu au lendemain des résultats partout dans le pays et même ailleurs. Ceux-ci regroupaient une constellation de voix et de positions. Le vote négatif, ainsi que le taux d'abstention sidérant (62%) nous montrent avant tout qu'il existe bien des désaccords (ou incompréhensions) sur les voies pour construire une paix durable.

### La Paix : la seule issue

Une issue militaire étant inenvisageable à court et moyen termes, les accords de paix sont apparus comme une nécessité depuis 2012, tant dans le chef des FARC que celui du Gouvernement. Malgré les nombreuses pertes subies par le mouvement révolutionnaire pendant la législature du Président Álvaro Uribe durant la première décennie du 21<sup>ème</sup> siècle, le Gouvernement, au prix de nombreux efforts, n'est pas parvenu à les combattre militairement. Or, dans l'optique néolibérale d'une ouverture plus importante du pays aux échanges commerciaux internationaux et aux investisseurs étrangers, impulsée par le Gouvernement actuel, la Colombie se devait d'améliorer son image en pacifiant le pays<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Wilpert, Grégory, Pourquoi les Colombiens ont rejeté la paix?, dans Le Monde diplomatique, novembre 2016.

## Une campagne de communication malhonnête

Il faut aussi reconnaître que des stratégies de communication mensongères impulsées par certains acteurs politiques – en particulier le parti « *Centro Democrático* » sous l'égide de l'ex-président Alvaro Uribe Velez – ont sans doute influencé le vote négatif. Celles-ci cherchaient à susciter « l'indignation » en jouant sur certains concepts comme le « genre » et le « castro-chavisme », entre autres. En effet, les secteurs les plus conservateurs affirmaient qu'un accord avec les FARC équivaldrait à ouvrir les portes à un modèle économique similaire à celui du Venezuela ou de Cuba. D'autre part, les points autour de « l'approche différenciée de genre » qui confèreraient une reconnaissance particulière aux femmes et à la population LGTB2, en tant que victimes du conflit armé, ont été perçus systématiquement comme une approche dangereuse pour la structure traditionnelle de la famille. Deux arguments tout à fait éloignés de la réalité de ces Accords qui ne remettent en question ni le modèle économique néolibéral, ni les questions de famille.

## Les points de la discorde : Justice et participation politique

<sup>2</sup> LGTB ou Lesbiennes, Gays, Bisexuels et transgenres.

Selon une partie de la classe politique et de la population, les Accords ouvriraient la voie à l'impunité et donneraient trop de bénéfices aux ex-combattants. La justice transitionnelle qui prévoit des remises, commutations ou peines alternatives, en cas d'aveu de leurs crimes, a été jugée trop « laxiste ». En plus, selon les Accords, les ex-combattants pourraient, dans un avenir proche, s'engager en politique via la création d'un nouveau parti politique. Ce point est perçu par beaucoup comme une faveur dont les FARC ne devraient pas bénéficier. Cependant, si l'on se réfère à des expériences d'accords de paix passés – comme en Irlande ou en Afrique du Sud – les dispositifs de justice réparatrice et de participation politique sous différentes formes sont essentiels pour garantir la transition de la guerre à la paix.

La justice transitionnelle cherche principalement à restituer les droits des victimes et leur rendre leur dignité. Il s'agit essentiellement d'une justice restauratrice qui intègre la vérité, la réparation intégrale – en termes physiques et psychologiques – des victimes et la garantie que des crimes pareils ne puissent plus se produire. Dans le cadre des Accords, le mécanisme de justice transitionnelle ne visait pas uniquement les FARC, mais bien « tous » les acteurs ayant commis ou facilité des crimes dans le cadre du conflit armé, y compris des agents de l'Etat comme les Forces Armées ou la Police, ainsi que des acteurs politiques et économiques.

### Une responsabilité partagée

Des organisations paramilitaires d'extrême droite, en soutien de l'Etat et souvent en collaboration avec les Forces Armées, ont également commis de nombreux crimes, dans la poursuite d'une stratégie dite "contre-insurgente". Cependant, malgré l'implémentation de la loi de Justice et Paix de 2005, conçue pour faciliter la démobilisation et le désarmement des groupes paramilitaires<sup>3</sup>, des groupes néo-paramilitaires ou "bacrim" – bandes criminelles – subsistent

<sup>3</sup> Verdad Abierta, *¿Qué nos dejan 10 años de justicia y paz?*, 2015. [www.verdadabierta.com/especiales-v/2015/justicia-paz-10/#myAnchor5](http://www.verdadabierta.com/especiales-v/2015/justicia-paz-10/#myAnchor5)

et continuent à agir sur les territoires. Cette situation pose des questions sur la sécurité et le manque de garanties pour les ex-combattant(e)s en processus de réinsertion dans la vie civile, mais aussi pour les leaders paysans, indigènes, défenseurs des droits humains et membres des mouvements sociaux et environnementaux.

Enfin, les promoteurs du « non » ont par ailleurs attiré les regards sur les montants financiers – 212 euros/mois – que recevraient les membres des FARC comme allocations tant que ceux-ci ne percevraient pas d'autres revenus. Cette aide financière fut jugée démesurée en regard des grandes difficultés que rencontre la population.

## Un manque de « pédagogie de la paix »

Une difficulté majeure de la campagne en faveur des Accords a été la communication sur leur contenu dès le début du processus de négociation. Un travail de pédagogie des objectifs poursuivis, en amont du référendum, aurait pu faire évoluer les positions d'une partie de la population. Rappelons que, outre le cessez-le-feu et la réparation faite aux victimes, les accords poursuivaient également les objectifs de lutte contre le trafic de drogue et contre la pauvreté dans les campagnes, un des principaux facteurs du conflit.

Ce manque d'explication et d'implication de la population dans les pourparlers, ainsi qu'une participation limitée de la société civile colombienne, des mouvements sociaux et des femmes, qui ont dû mettre de la pression pour avoir un espace plus important dans les processus, a contribué à créer un vide dans lequel se sont engouffrés les médias de masse, attisant la polarisation et la désinformation et ne permettant pas un débat ouvert et sensé sur le fond et la forme des Accords.

Historiquement, les médias de masse en Colombie ont en effet construit l'imaginaire populaire sur le conflit armé. À ce sujet, une

étude<sup>4</sup> d'Alexandra García a démontré qu'entre 1998 et 2006, le nom de ces groupes d'extrême droite, par exemple, ne faisait l'objet d'aucune référence dans 75% des articles de journaux traitant des violences desquelles ceux-ci étaient responsables. Dès lors, pour une partie importante de la population, le mouvement des FARC est le principal acteur de violence en Colombie, alors que de nombreuses études s'accordent pour dresser une autre hiérarchie dans la responsabilité des actes perpétrés.

### Et la suite ?

Malgré la victoire du « non » aux urnes, la poursuite de la paix subsiste. Le prix Nobel de la paix au président Santos confère un coup de pouce à la recherche d'une solution rapide à l'impasse. Par ailleurs, un grand nombre de mouvements sociaux se sont organisés pour défendre ces Accords. Après le référendum, de nombreux citoyens se sont rassemblés sur une des plus grandes places de Bogotá en soulignant le caractère profondément malhonnête des arguments avancés par les pourfendeurs de ce traité de Paix, mais aussi pour défendre les acquis de l'Accord tels que la reconnaissance des droits des victimes, l'approche différenciée de genre et le chapitre ethnique, entre autres. L'annonce de l'ELN – l'Armée de Libération Nationale – la deuxième guérilla plus importante du pays, de rentrer dans une phase de négociation avec le Gouvernement renforce, dans ce contexte incertain, la recherche d'un chemin vers la paix.

De leur côté, le gouvernement et les FARC ont ouvert les Accords à des propositions de corrections, clarifications ou amendements à l'ensemble des acteurs en faveur ou opposés à ceux-ci, dans le but d'arriver à de nouveaux Accords mi-Novembre. Cependant, le camp « contre » les Accords s'y oppose toujours malgré l'intégration de 80% de leurs

demandes<sup>5</sup>. L'affaire est délicate, car le pays approche de la période électorale en vue des élections présidentielles de 2018. Certains tentent d'instrumentaliser l'opposition aux Accords comme tremplin politique<sup>6</sup>. L'implémentation des Accords est donc imminente et urgente, d'autant plus que les assassinats de défenseurs des droits humains, leaders communautaires et gestionnaires de paix continuent dans le plus grand silence.

Auteure :  
Angela Ocampo

<sup>4</sup> García Alexandra, auteure du blog La Perorata. [www.laperorata.wordpress.com](http://www.laperorata.wordpress.com)

<sup>5</sup> Vélez Juanita, *Mas renegociación que « conejo »*, 22 novembre 2016. [www.lasillavacia.com/hagame-el-cruce/mas-renegociacion-que-conejo-58792](http://www.lasillavacia.com/hagame-el-cruce/mas-renegociacion-que-conejo-58792)

<sup>6</sup> Après la victoire du « non », le camp « contre » les Accords, en particulier le Centro Democrático est sorti renforcé. Ce n'est pas anodin que les interlocuteurs choisis par l'ex-président Alvaro Uribe pendant la renégociation des Accords soient les candidats avoués des prochaines élections. [www.lasillavacia.com/historia/el-reloj-de-los-renegociadores-de-uribe-58407](http://www.lasillavacia.com/historia/el-reloj-de-los-renegociadores-de-uribe-58407)



# ANALYSE

Publié avec le soutien de la  
Fédération Wallonie-Bruxelles



Ed resp : Axelle Fischer, Commission Justice et Paix  
31/6, Rue Maurice Liétart - 1150 Bruxelles – Belgique  
Tél : +32 (0)2 738 08 01 – IBAN : - BE30 0682 3529 1311  
[www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be) - [info@justicepaix.be](mailto:info@justicepaix.be)